

Montpellier, le 9 mars 2026

**Arrêté préfectoral n° 2026-03-DRCL-0098  
portant modification des prescriptions préfectorales relatives aux installations de transport  
et logistique de gaz et liquides dangereux exploitées par la société  
NATIONAL CALSAT sur la commune de Gigan**

La préfète de l'Hérault,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** Vu le Code de l'environnement, son livre V, et notamment ses articles L. 181-3, L. 181-14, R. 181-45 et R.512-39-1 à R.512-39-3 et R. 515-98 ;
- VU** la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) prise en application de l'article L.511-2 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des ICPE ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des ICPE soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit " arrêté TMD ") ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les ICPE mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2019-I-908 du 15 juillet 2019 actualisant le classement du site NATIONAL CALSAT à Gigan concernée par la modification de la nomenclature des ICPE et prescrivant une étude de dangers ;

- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-07-DRCL-0291 du 13 juillet 2022 actualisant le classement et les prescriptions applicables aux installations de la société NATIONAL CALSAT situées à Gigean ;
- VU** la demande de cessation partielle d'activité transmise par courriel du 9 mars 2023 et complétée en dernier lieu par courriel du 29 septembre 2025 ;
- VU** la demande de modification des prescriptions encadrant le fonctionnement des installations transmise par courriel du 11 septembre 2023 et complétée en dernier lieu par courriel du 1<sup>er</sup> octobre 2025 ;
- VU** les deux rapports de la société SOCOTEC, certifiée dans le domaine des sites et sols pollués selon la norme NF X31-620 :
  - « Etudes historiques, documentaire et de vulnérabilité » (Mission INFOS), référencé N° E61B1/23/257 ;
  - « Attestation de mise en œuvre des mesures de mise en sécurité pour des installations mises à l'arrêt définitif » (ATTES-SECUR), référencé N° E61B1/23/323 ;
- VU** l'étude de dangers du site mise à jour en date du 22 août 2023 par la société AUDITRIX ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral adressé le 3 octobre 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles ;
- VU** le courriel de l'exploitant du 7 octobre 2025 n'émettant pas d'observation sur le projet d'arrêté ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 4 mars 2026 ;

**Considérant** que la société NATIONAL CALSAT a informé de l'arrêt de l'activité de chargement et de déchargement de citernes de gaz inflammable liquéfiés sur son site de Gigean impliquant :

- l'arrêt puis le démantèlement, réalisé le 29 août 2023, de la structure sur laquelle sont fixés différents équipements et matériels industriels de transfert (dite « skid ») permettant de réaliser les opérations de chargement des petits porteurs vrac ;
- la suppression du stationnement des camions associés à ces transferts tant les poids lourds que les petits porteurs vrac ;
- la suppression des opérations de vidange en phase liquide à l'atelier qui permettait les transferts en phase vapeur directement sur le skid de transfert ;

**Considérant** que la société NATIONAL CALSAT a sollicité la modification de ces installations afin de convertir l'espace ainsi libéré pour agrandir le stationnement de camions, hors transport de matières dangereuses ;

**Considérant** que la société NATIONAL CALSAT sollicite également la modification de l'arrêté préfectoral n° 2019-I-908 du 15 juillet 2019 encadrant l'exploitation des installations pour :

- tenir compte des nouvelles implantations dans l'article 2.3.3 relatif aux règles d'implantation et d'aménagement des stockages de Récipients A pression Transportable ;
- supprimer les prescriptions spécifiques à l'installation de chargement ou de déchargement de citerne à citerne, suite à la cessation d'activité de cette installation ;

- Considérant** que les modifications projetées consistent principalement à arrêter des installations et des opérations et que par conséquent, il n'y a pas d'impacts nouveaux ou supplémentaires associés aux modifications projetées ;
- Considérant** que les rapports susvisés, de la société SOCOTEC certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, concluent à :
- la mise en sécurité effective du « skid de transfert » ;
  - l'absence d'enjeux environnementaux liées aux activités de stockage et de transfert de gaz exercées compte tenu notamment de l'absence d'incident ou accident recensé. Ainsi, aucun diagnostic de la qualité des milieux n'a été réalisé au droit de cette dernière dans le cadre de la cessation de cette activité ;
- Considérant** que la modification projetée ne modifie pas le classement du site qui reste soumis aux dispositions relatives au statut « Seveso Seuil Bas » ;
- Considérant** que l'étude de dangers susvisée conclut que suite à la suppression des phénomènes liés à l'exploitation du « skid de transfert », le site reste acceptable dans son environnement ;
- Considérant** que la modification projetée constitue une modification notable des éléments initiaux du dossier d'autorisation mais non substantielle en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;
- Considérant** qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement visant à encadrer l'exploitation de cette installation et plus particulièrement à prescrire les conditions permettant d'exclure et de dimensionner des scénarios de l'étude de dangers ;
- Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, telles que définies par le présent arrêté, permettent de limiter les inconvénients et dangers, et notamment de prévenir les pollutions atmosphériques et olfactives ;

**Sur proposition** de la Secrétaire générale de la Préfecture du département de l'Hérault ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales**

#### **Article 1- Objet de l'arrêté**

La société NATIONAL CALSAT (SIRET 352 451 074 00020), dont le siège social est situé zone industrielle de la Clau 34770 Gigean est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter à la même adresse, des installations de transport et logistique de gaz et liquides dangereux.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-07-DRCL-0291 du 13 juillet 2022 susvisé sont abrogées.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2019-I-908 du 15 juillet 2019.

## **Article 2 - Consistance des installations**

Les installations comprennent :

- un dépôt « RAPT1 PRIMAGAZ » composé de :
  - une zone de stockage de bouteilles métalliques pleines composée de deux îlots,
  - une zone de stockage de bouteilles métalliques vides,
  - deux aires de chargement/déchargement, où s'arrêtent les camions petits porteurs conditionnés et la semi-remorque,
- un dépôt « RAPT2 ANTARGAZ » composé d' :
  - une zone de stockage de bouteilles pleines composée de 2 îlots de stockage de bouteilles métalliques et 1 îlot de stockage de bouteilles composites,
  - une zone de stockage de bouteilles vides composée de 2 îlots de stockage de bouteilles métalliques et 1 îlot de stockage de bouteilles composites,
  - une zone de stockage de bouteilles à trier composée de 2 îlots,
  - une aire pour le chargement/déchargement des camions conditionnés,
- une aire de stationnement de camions petits porteurs conditionnés,
- une station-service de carburant composée :
  - d'une pompe à carburant,
  - de deux cuves double enveloppe enterrées d'une capacité unitaire de 49 000 L,
  - d'une citerne aérienne simple enveloppe de B100 d'une capacité de 15 000 L,
  - d'une citerne aérienne simple enveloppe avec pompe de distribution d'AdBlue de 5 000 L,
  - d'un séparateur d'hydrocarbures,
- un stockage IBC de GNR d'une capacité de 1 000 L,
- deux aires de stationnement des véhicules légers,
- une aire de stationnement de camions petits porteurs vracs liés à l'activité de distribution (pleins et vides, dont 2 pleins au maximum),
- une aire de stationnement TMD (véhicules-citernes d'hydrocarbures),
- une aire de camions en transit,
- des zones de stationnement de véhicules hors transport de matériaux dangereux à savoir notamment :
  - des tracteurs, malaxeurs, bennes, bitume, etc...
- une aire de stockage de matériels et véhicules à la vente,
- un atelier de maintenance,
- une zone de dégazage/regazage liée à l'atelier,
- des bureaux administratifs.

### **Article 3- Conformité aux dossiers déposés**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans l'étude de dangers. En tout état de cause, ils respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **Article 4- Classement des installations**

Les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2019 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les installations sont visées à la nomenclature des ICPE, sous les rubriques et régime suivants :

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation de l'activité</b>	<b>Éléments caractéristiques</b>	<b>Régime*</b>
4718.1	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables (RAPT) :</p> <p>a. Supérieure ou égale à 35 t</p>	<p>Voir annexe Informations sensibles</p> <p>–</p> <p>Non communicable au public</p>	<p>Autorisation</p> <p>Seveso seuil bas</p>
1435	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules</p> <p>Le volume de carburant liquide distribué étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale) 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total,</p> <p>mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup></p>	<p>2 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Déclaration avec contrôle périodique</p>

### **Article 5- Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

#### **Article 6- Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

#### **Article 7- Arrêtés applicables**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur et des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

<b>Dates</b>	<b>Textes</b>
02/02/98	Arrêté ministériel relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation
23/08/05	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des ICPE
29/09/05	Arrêté ministériel relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des ICPE soumises à autorisation

<b>Dates</b>	<b>Textes</b>
29/05/09	Arrêté ministériel relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit " arrêté TMD ")
04/10/10	Arrêté ministériel relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation
26/05/14	Arrêté ministériel relatif à la prévention des accidents majeurs dans les ICPE mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement
20/11/17	Arrêté ministériel relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples

## **TITRE 2 : Protection de la qualité de l'air**

### **Article 8 - Dispositions générales**

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Sont néanmoins autorisées les opérations de brûlage par la torchère située à proximité de l'atelier pour les opérations de dégazage de citernes.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

### **Article 9- Propreté, émissions diffuses et envols de poussière**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

## **TITRE 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

### **Article 10 - Conception et gestion des réseaux**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes...

### **Article 11- Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

#### **TITRE 4 : Protection du cadre de vie**

##### **Article 12- Vibrations**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

##### **Article 13- Mesures des niveaux sonores**

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

#### **TITRE 5 : Préventions des risques technologiques**

##### **Article 14 - Installations électriques**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

### **Article 15- Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles**

I.- Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres à l'exception des récipients à pression transportables, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II.- La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

III.- Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers sont étanches. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

### **Article 16 - Localisation des risques**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

### **Article 17- Mesures de prévention des accidents – dispositions générales**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

### **Article 18 - Mesures de maîtrise des risques (MMR)**

#### **Article 18.1 Liste des MMR**

L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans son étude de dangers.

Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement

Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

### **Article 18.2 Gestion des anomalies et des défaillances des MMR**

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées ;
- être hiérarchisées et analysées ;
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

### **Article 19- Domaine de fonctionnement des procédés**

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

### **Article 20- Dispositifs de conduite**

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Le dispositif de conduite des unités est centralisé en salle de contrôle.

Sans préjudice de la protection des personnes, les salles de contrôle des unités sont protégées contre les effets des accidents survenant dans leur environnement proche, en vue de permettre la mise en sécurité des installations.

### **Article 21- Alimentation électrique**

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

### **Article 22- Utilités destinées à l'exploitation des installations**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements

importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

## **TITRE 6 : Prescriptions spécifiques aux gaz mis en œuvre**

### **Article 23- Interdiction de mise en œuvre de gaz en phase liquide**

L'admission de camions disposant de produits en phase liquide est interdite sur le site, y compris pour des opérations d'entretien. L'exploitant met en œuvre des mesures organisationnelles pour assurer le respect de cette disposition.

### **Article 24- Conditions de stockage des gaz**

Les bouteilles de gaz sont présentes uniquement dans les zones de stockage, dans les zones de tri ainsi que sur les camions conditionnés stationnés sur le site. Les bouteilles ont une capacité unitaire maximale de :

- 35 kg pour les bouteilles métalliques ;
- 10 kg pour les bouteilles composites.

Les bouteilles mises en œuvre sont conformes à la réglementation relative au « transport de marchandises dangereuses par route » et « équipements sous pression ». Les bouteilles défectueuses, et notamment celles qui sont déformées, sont identifiées et sont renvoyées vers le centre emplitueur dans les plus brefs délais.

Les zones de stockage de bouteilles sont implantées à plus de 5 mètres des limites du site.

### **Article 25- Conditions de stationnement des camions chargés**

Les camions petits porteurs chargés de bouteilles stockées en casiers présents sur site sont limités à :

- 13 camions au plus, stationnés sur l'aire dédiée ;
- dont 8 camions au plus contenant des bouteilles composites (jusqu'à 8 casiers), stationnés au centre de l'aire dédiée.

### **Article 26-Détection et alarme incendie**

Un dispositif de caméras thermiques permet de détecter tout départ de feu sur les aires de stationnement des camions et les aires de stockage. Cela englobe les deux dépôts de bouteilles et le stationnement des camions petits porteurs conditionnés. Cette détection avec alarme sonore est directement reliée à la télésurveillance en dehors des horaires d'exploitation.

### **Article 27- Gestion des stocks**

Une gestion du stock est réalisée par le chef de dépôt. Celui-ci doit s'assurer que la quantité de gaz présente sur le dépôt de bouteilles n'est en aucun cas supérieure à la quantité maximale autorisée en annexe. Le chef de parc doit renseigner chaque jour les entrées et les sorties des bouteilles de gaz sur le dépôt, ainsi que les bouteilles chargées sur les véhicules stationnés sur les aires prévues à cet effet.

#### **Article 28- Plan de prévention - sociétés extérieures**

Le site prévoit un plan de prévention en cas d'intervention de sociétés extérieures. Le travail en zone ATEX est soumis à une autorisation préalable.

Les consignes de sécurité sont fournies aux entreprises extérieures lors de leur arrivée sur le site. Ces consignes font l'objet d'une information/formation auprès des entreprises extérieures.

### **TITRE 7 : Délais et voies de recours – Publicité – Exécution**

#### **Article 29- Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 30- Sanctions**

Dans le cas où les obligations prévues des articles précédents ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-6 et suivants du code de l'environnement.

#### **Article 31- Information dans l'établissement**

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

#### **Article 32- Publicité**

En vue de l'information des tiers :


1. Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune de Gigean pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Hérault. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.
2. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 33- Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le maire de Gigean et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Gigean et qui sera notifiée à la société NATIONAL CALSAT.

La préfète

Pour la préfète et par délégation,  
la secrétaire générale

  
Véronique MARTIN SAINT LEON

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Montpellier par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée. Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Annexe 1 Informations sensibles**  
**- Non communicable au public -**

**Nature des installations**

Rubrique	Libellé de la rubrique	Régime	Éléments caractéristiques
4718.1	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables (RAPT) :</p> <p>a. Supérieure ou égale à 35 t</p>	Autorisation	<p>Quantité maximale de gaz pouvant être présente :</p> <p><b>115 tonnes</b> ainsi réparties :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans les récipients à pression transportables situées dans les aires de stockage : <b>85 tonnes</b></li> <li>- sur les véhicules en stationnement destinés au transport de récipient à pression transportable : <b>30 tonnes</b></li> </ul>

Au regard de l'article R. 511-10 du Code de l'environnement, l'établissement a le statut SEVESO seuil bas par dépassement direct pour la rubrique 4718.

